



**11 Place Lafayette
58290 Moulins-Engilbert**

N° 2022 -BU-137

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU BUREAU**

L'an deux mille vingt-deux, le 1^{er} décembre, à dix-sept heures trente, le Bureau communautaire de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan, régulièrement convoqué, s'est réuni à Cercy-la-Tour, sous la Présidence de Serge CAILLOT.

Présents :

Serge CAILLOT, Jean-Christophe SAVE, Antoine-Audoine MAGGIAR, Annick BERTRAND, Didier BOURLON, Michel MULOT, Michel MARIE, David BONGARD, Yves PERRAUDIN, Serge DUCREUZOT, Marie-Claire RANVIER, Pierre TISSIER-MARLOT, Jean-Paul LAMBOURG

Absents excusés :

Étaient également présents : Maëlle GRANGEON, DGS.

Secrétaire de séance : Michel MARIE

Nombre de membres :

- Afférents au bureau communautaire : 13
- Présents : 13
- Procurations : 0
- Qui ont pris part à la délibération : 13

Envoyé en préfecture le 19/12/2022

Reçu en préfecture le 19/12/2022

Publié le

SLO

ID : 058-200067882-20221201-2022_BU_137-DE

Habitat : Convention de partenariat avec le CAUE

N° 2022 - 137

M. Michel MARIE, Vice-Président en charge de l'habitat, rappelle que la CCBLM a pris la compétence « Communication et promotion des dispositifs et des partenaires compétents en matière d'habitat sur le territoire de l'intercommunalité ». Dans ce cadre, un travail a été engagé pour mener de nouvelles actions en la matière : outils de communication, permanence de l'ALEC, mise en place d'une maison de l'habitat itinérante (priorité 1 de la convention ORT).

La convention avec le CAUE s'inscrit dans cette stratégie. Le montant de 5000,00 € TTC comprend :

- La tenue de permanences architecturales pour accompagner les particuliers à raison d'1/2 journée par mois (jusque-là effectuées à titre gracieux en phase test)
- La participation aux 4 événements annuels de la MHI (représentant 4 journées en présentiel)
- Le recours possible à des diagnostics partagés pour les collectivités : démarche d'aide à la programmation des communes dans leurs projets d'aménagement incluant la participation de différents types d'acteurs (élus, habitants, commerçants, artisans, scolaires...). La démarche est donc participative et va au-delà des missions proposées jusqu'alors par le CAUE aux communes.

.../...

La démarche et le budget ont reçu un avis favorable de la commission du 07/11/2022 sous réserve que ces prestations ne fassent pas doublon avec les prestations proposées aux communes en échange de leur cotisation.

Vérification faite, ces prestations sont différentes de celles proposées aux communes via leur cotisation. Pour mémoire, les communes qui cotisent peuvent demander conseil au CAUE sur des besoins propres portant sur le bâti communal, les espaces publics, les aspects paysagers et environnementaux. Une ou plusieurs visites sont organisées sur site et donnent lieu à l'envoi de documents écrits et graphiques).

A noter que la CCBLM ne cote pas au CAUE 58.

Après en avoir délibéré, le bureau communautaire, à l'unanimité, approuve la signature de la convention de partenariat avec le CAUE pour un montant de 5 000 €.

**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 1^{er} Décembre 2022**

**Le Secrétaire de Séance,
Michel MARIE.**



**Le Président,
Serge CAILLOT.**

Envoyé en préfecture le 19/12/2022

Reçu en préfecture le 19/12/2022

Publié le

SLOW

ID : 058-200067882-20221201-2022_BU_137-DE



CONVENTION DE PARTENARIAT

PRÉAMBULE

La communauté de communes Bazois Loire Morvan (CCBLM) souhaite mettre à disposition des résidents de son territoire une approche pluridisciplinaire en termes d'architecture, d'efficacité thermique, de recherche d'aides. Ces thématiques sont suivies par différents organismes du territoire départemental œuvrant sur la thématique de l'Habitat.

Sous la forme d'une « maison de l'habitat itinérante », une approche collaborative entre ces services serait accessible au sein de différents bourgs de la communauté de communes à raison d'une journée trimestrielle.

Le Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement de la Nièvre (CAUE 58) œuvre depuis sa création en 1979 à informer, sensibiliser, conseiller et former les acteurs de l'aménagement et de la construction au respect et à la mise en valeur des paysages bâtis et naturels du département.

Il propose à cet effet des permanences d'architectes-conseillers s'adressant tant aux particuliers qu'aux communes ainsi que des sessions d'interprétation des tissus bâtis et non bâtis à destination de tous types de publics.

Le CAUE et la CCBLM testant depuis octobre 2021 une permanence d'architecte-conseiller d'une demi-journée mensuelle en mairie de Luzy et celle-ci donnant satisfaction aux deux parties, la présente convention intègre cette action.

Dans ce cadre, il est convenu

ENTRE

La communauté de communes Bazois Loire Morvan (CCBLM)
représentée par son président Serge Caillot
agissant en cette qualité,
D'UNE PART,

ET

Le Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement de la Nièvre (CAUE 58)
Représenté par son président Jean-Paul Fallet
agissant en cette qualité,
D'AUTRE PART,

ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 19/12/2022

Reçu en préfecture le 19/12/2022

Publié le

SLO

ID : 058-200067882-20221201-2022_BU_137-DE

Article 1 – OBJET

La présente convention a pour objet une mission de conseil architectural et de sensibilisation à l'architecture et au paysage urbain.

Article 2 – CONTENU

Afin d'aider particuliers et communes à maîtriser la qualité paysagère dont le bâti ancien et contemporain est une composante très importante, la CCBLM missionne le CAUE de la Nièvre sur les trois points suivants :

A - Permanences architecturales : conseil aux particuliers en amont de leur projets de construction, de restauration ou de rénovation de leur bâti ;

B - Balades urbaines : organisation de parcours commenté tous publics visant à la découverte du patrimoine bâti et des espaces publics de la commune et des questions de réhabilitation dans le respect du patrimoine et de l'identité communale ;

C- Diagnostics partagés : démarche d'aide à la programmation des communes dans leurs projets d'aménagement incluant la participation de différents types d'acteurs (élus, habitants, commerçants, artisans, scolaires...).

Article 3 – MOYENS

Apport du CAUE 58

A- Permanences architecturales :

- le CAUE 58 met à disposition l'un(e) de ses architectes-conseillers(ères) pour une intervention d'une demi-journée mensuelle (3h l'après-midi) en mairie de Luzy,
- le CAUE 58 prend les rendez-vous pour ces permanences mensuelles,
- le CAUE 58 met à disposition l'un de ses architectes-conseillers pour une intervention d'une journée (3h le matin et 3h l'après-midi) par trimestre dans l'une des communes du territoire de la CCBLM (hors Luzy) à l'occasion des événements « Maison de l'habitat itinérante »,
- le CAUE 58 communique l'identité de cet(te) architecte à la CCBLM de manière à ce que celle-ci puisse communiquer en amont de l'évènement,
- l'architecte-conseiller(ère) est muni de fiches-conseils et de la documentation nécessaire à son intervention.

B- Balades urbaines :

- lors de l'évènement « Maison de l'habitat itinérante », l'architecte-conseiller(ère) du CAUE pourra, si la commune concernée le souhaite, partager son intervention en une session de conseils et une session « balade urbaine »,
- dans le cas où une balade urbaine est prévue lors de l'évènement « Maison de l'habitat itinérante », le CAUE 58 prépare le parcours et le propose à la CCBLM de manière à ce que celle-ci puisse communiquer en amont de l'évènement.

C- Diagnostics partagés :

- le CAUE met à la disposition des élus et des habitants des communes de la CCBLM ses conseillers (architecture, urbanisme et paysage) afin de les accompagner dans la réalisation de diagnostics spatiaux et fonctionnels partagés de leurs espaces publics et/ou de leur bâti.

Apport de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan

- la CCBLM nomme un référent chargé du bon déroulement de cette convention,
- elle organise et coordonne les événements « Maison de l'habitat itinérante »,
- elle prévient le CAUE 58 au moins deux mois à l'avance de la date et du lieu de chacun de ceux-ci,
- elle définit le déroulement de chacun de ces événements en fonction des besoins de la commune concernée,
- elle met à disposition un local permettant à l'architecte-conseiller de recevoir les personnes souhaitant être conseillées lors de cet événement,
- elle met en contact le CAUE avec les communes souhaitant réaliser des diagnostics spatiaux et fonctionnels partagés de leurs espaces publics et/ou de leur bâti,
- elle prépare et introduit cette démarche en collaboration avec le CAUE pour chacune des communes souhaitant s'y engager.

Article 4 – DURÉE

La présente convention prend effet au 1er janvier 2023 pour une durée d'un an renouvelable après une évaluation commune des actions et mise au point d'amendements à prévoir, conformément à l'article 5.

Article 5 – EVALUATION ANNUELLE

Le CAUE et la CCBLM dresseront une évaluation commune des actions menées sur l'année écoulée. Celle-ci fera l'objet d'une présentation à la commission Habitat de la CCBLM qui pourra alors décider :

- De renouveler la convention dans les mêmes termes
- De stopper le conventionnement
- D'amender la convention. Ces modifications devront faire l'objet d'un accord des deux parties prenantes.

Article 6 – CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Pour l'ensemble des prestations comprenant les temps de travail, les déplacements, les frais de route et petit matériel ainsi que les savoir-faire et références des intervenants, la participation de la CCBLM à cette mission s'élève à 5.000,00 € TTC.

Article 7 – RÉGIME FISCAL

Au regard de l'instruction fiscale du 15 septembre 1998, la gestion du CAUE 58, association à but non lucratif, est désintéressée et son activité générale de conseil et d'accompagnement le situe hors du champ concurrentiel. Le CAUE 58 n'est pas soumis aux impôts commerciaux. La participation financière de la CCBLM n'est donc pas assujettie à la TVA.

Article 8 – DISPOSITIONS JURIDIQUES

Règlement des litiges : pour tous litiges concernant l'application de la présente convention, le CAUE 58 et la CCBLM convient de privilégier la solution amiable à la voie contentieuse.

En cas de litige et avant tout recours contentieux, il sera demandé un avis et une tentative de médiation à un conciliateur choisi librement par les parties.

A défaut, le Tribunal administratif de Dijon est compétent.

Fait à Mouins-Engilbert, le 01 Décembre 2022



M. Serge Caillot
Président de la CCBLM

M. Jean-Paul Fallet
Président du CAUE 58



Envoyé en préfecture le 19/12/2022
Reçu en préfecture le 19/12/2022
Publié le 
ID : 058-200067882-20221201-2022_BU_137-DE